

MOSA LI *Voices* N° 1

TRANSFORMER LE VISAGE DES SYSTEMES AGROALIMENTAIRES EN AFRIQUE

Mars/Juin/Juillet 2024

Agenda Post Malabo : Regards de femme

**Compost de 21 jours versus
Compost de 90 jours :
quelle option pour les
paysannes ?**

**lancement du guide
pour la promotion de
l'égalité de genre**

**Des modules de formations
spécifiques pour adresser
les besoins des femmes**

Sommaire

Editorial

Page
01



Le guide pour la promotion de l'égalité de genre :

une approche unique pour renforcer la participation des femmes dans le secteur agricole

Page
02



INADES-Formation développe une approche pour renforcer l'accès à l'éducation agricole pour les femmes et les filles à l'Extrême Nord du Cameroun.

Page
06



Agenda Post-Malabo :
Regards de femme

Page
10

Compost de 21 jours versus
Compost de 90 jours :
quelle option pour les
paysannes ?

Page
18

L'EM Local une alternative
à l'EM industriel ?

Page
22

Astuces &
Recommandations

Page
24

Evènements à venir

Page
30



A PROPOS DE MOSALI VOICES

Mosali Voices est un magazine trimestriel qui offre une perspective unique de la participation des femmes dans le secteur agricole en Afrique. Son nom vient du Sesotho et signifie « Voix de femmes ». Il propose un narratif dé-stéréotypé et se positionne comme une plateforme transformative centrée sur le partage des expériences, la visibilité des actions et la mise en réseau des professionnel.le.s, organisations, mouvements et réseaux féministes qui militent chaque jour, pour transformer l'écosystème agricole.

A ce stade, Mosali Voices est le résultat d'une co-création entre le groupement d'appui pour le développement durable et l'organisation féministe Young social development actors. Ces deux organisations veulent à travers chaque numéro de ce magazine partager avec vous des portraits poignants, des conseils pratiques pour améliorer les conditions de travail dans le secteur agricole et des informations sur les politiques publiques et les initiatives locales visant à promouvoir l'égalité des sexes.

En plus de mettre en avant les réussites et les luttes des femmes, ce magazine propose également un éventail d'analyses approfondies sur les enjeux socio-économiques et environnementaux auxquels elles sont confrontées. En le parcourant, vous aurez ainsi une compréhension plus complète des défis auxquels elles sont confrontées, ainsi que des opportunités et des solutions possibles pour promouvoir leur autonomie et leur développement.

Bien plus qu'un magazine, Mosali Voices est un outil de sensibilisation, d'inspiration et de plaidoyer en faveur de l'autonomisation des femmes dans le secteur agricole. En le lisant, vous serez amenés à réfléchir, à vous engager et à agir pour soutenir ces femmes extraordinaires qui façonnent l'avenir de l'agriculture en Afrique.

MOSALI *Voices*
TRANSFORMER LE VISAGE DES SYSTEMES AGROALIMENTAIRES EN AFRIQUE

EDITORIAL



vous faire découvrir, le déploiement de certaines organisations locales sur le terrain, qui au travers de leur activité s'engagent à créer un environnement sain où les femmes peuvent participer, bénéficier et agir librement pour redéfinir les contours des systèmes agricoles africains.

Carole Fopa



C'est avec beaucoup de plaisir que nous souhaitons partager avec vous le premier numéro du Magazine Mosali Voices. Il est le fruit de plusieurs mois de réflexions et de travail intense. Nous espérons que vous éprouverez autant de plaisir à le lire que nous à le produire.

Dans ce premier numéro, nous avons souhaité vous amener avec nous dans l'univers incroyable de ces activistes qui travaillent chaque jour pour que la voix et les priorités des femmes soient entendues, respectées et surtout partager avec vous des outils pratiques et utiles qui pourraient permettre de renforcer vos actions sur le terrain. À titre illustratif, vous découvrirez ici le guide pour la promotion de l'égalité de genre développé par la GIZ-CCAB en collaboration avec les points focaux genre du projet Centre de connaissance l'agriculture biologique et l'agroécologie en Afrique (CCAB) localisé.e.s dans les cinq régions d'Afrique (Afrique australe, centrale, du Nord, de l'Est et de l'Ouest). Ce guide entend être un outil pratique pour adresser les besoins de femmes et de filles au sein du CCAB et au-delà.

Nous vous proposons aussi une série de réflexions sur les consultations Post-Malabo qui se sont successivement multipliées sur le continent. Ces réflexions sont surtout structurées autour de la façon dont les femmes ont été associées à ces cadres de consultation et comment certaines contraintes structurelles continuent d'être ignorées, restreignant en conséquence les possibilités pour elles de participer de façon constructive à l'élaboration de cet agenda qui engage leur avenir. Nous sommes aussi allés à la rencontre de ces rares femmes qui ont eu la possibilité de prendre part à ces discussions et / ou ont initié des cadres de discussion, pour savoir comment leurs voix ont été entendues dans tout ce processus et /ou comment elles se sont organisées pour s'assurer que les priorités des femmes et des groupes marginaux soient répercutées au niveau de l'Union africaine.

Ce premier numéro est également le prétexte pour nous de vous faire découvrir, le déploiement de certaines organisations locales sur le terrain, qui au travers de leur activité s'engagent à créer un environnement sain où les femmes peuvent participer, bénéficier et agir librement pour redéfinir les contours des systèmes agricoles africains.

Parvenir à un système agricole sain et inclusif est une tâche complexe qui nécessite l'engagement de tous et de toutes. C'est pour cette raison que nous voulons remercier toutes ces personnes qui se sont engagées pour que ce magazine puisse voir le jour.

Agréable lecture à vous.

Le guide pour la promotion de l'égalité de genre : une approche unique pour renforcer la participation des femmes dans le secteur agricole

par Carole Fopa



Crédit photo: Freepik AI

La question de la participation des femmes et des filles dans le secteur agricole en Afrique est cruciale, pour la simple raison qu'elles apparaissent comme des actrices clés de la sécurité alimentaire. Les données de la Banque Mondiale démontrent précisément que presque 2/3 des femmes en Afrique travaillent dans le secteur agricole. Seulement, les capacités des femmes et des filles à contribuer au développement d'un système agricole résilient, efficient et durable sont sévèrement compromises par les challenges et discriminations fondées sur le genre. De plus, même si ces challenges sont connus, très peu de politiques ou programmes sont développés pour explicitement les résoudre. Un état de fait qui renforce le creuset de l'inégalité femme-homme dans les systèmes agroalimentaires africains. Pour contribuer à la réduction de ce gap, la GIZ en collaboration avec les cinq points focaux genre des cinq régions d'Afrique (en l'occurrence l'Afrique du Nord, Centre, Est, Ouest, Australe), ont co-créé ce guide qui fournit des outils pratiques, des lignes directrices et des études de cas permettant de traquer et d'adresser les causes profondes de l'inégalité femme-homme dans le secteur agricole.

Le guide pour la promotion de l'égalité de genre est un document de 56 pages (52 pages pour la version anglaise) subdivisé en deux parties. La première, intitulée, « approche méthodologique et théorique du guide pour la promotion de l'égalité », s'articule autour du processus ayant conduit à son élaboration.

Concrètement, elle met en lumière la façon dont les points focaux genre des cinq hubs d'Afrique se sont organisés conjointement avec l'équipe GIZ-CCAB pour comprendre le contexte de 15 pays d'Afrique en matière d'égalité de genre et pour formuler par le biais des cadres de concertations déployés, des actions claires pour adresser les challenges et discriminations systémiques auxquelles sont confrontées les femmes et les filles dans le secteur agricole en Afrique. Par ailleurs, cette première partie évoque aussi l'approche théorique choisie pour cadrer les actions du projet Centre de connaissance pour l'agriculture biologique et l'agroécologie en Afrique (CCAB) en matière d'égalité de genre. De façon plus précise, il s'agit du continuum de l'égalité de genre et l'approche bénéficiaire, atteindre et autonomiser, deux approches qui visent non seulement à permettre aux femmes et aux filles de participer et de bénéficier de toutes les activités



du projet, mais aussi à traquer les causes profondes des inégalités pour transformer les systèmes agroalimentaires.

La seconde partie du guide regroupe un ensemble de mesures élaborées pour promouvoir et transformer les normes de genre. Il s'agit de 87 mesures de genre pour adresser les besoins et les priorités des femmes à chaque étape du processus de mise en œuvre du CCAB, de la conception, au suivi-évaluation en passant par l'implémentation. Elle met aussi en évidence, les obstacles susceptibles de compromettre la promotion de l'égalité de genre dans des contextes spécifiques et la façon dont les mesures élaborées pourraient permettre de les surmonter. Par ailleurs, cette partie propose aussi un ensemble de ressources, littératures et expertises qui adressent la problématique de genre et les liens pour y accéder.

Pour en savoir plus sur le guide pour la promotion de l'égalité de genre, cliquez sur le lien suivant : <https://kcoa-africa.org/fr/notre-approche-du-genre/>

Cinq raisons pour adopter le guide pour la promotion de l'égalité de genre

Par Armand Tagne

Le projet Centre de connaissance de l'agriculture biologique et l'agroécologie en Afrique entend renforcer la sécurité alimentaire par l'adoption généralisée de l'agriculture biologique. Conscient de la contribution que l'égalité de genre pourrait apporter à cet objectif, le projet a mis au point le Guide pour la promotion de l'égalité de genre dans le CCAB. Ci-dessous, cinq raisons pour lesquelles son appropriation pourra être bénéfique pour une organisation qui voudrait atteindre l'équité dans le secteur agricole.

1 Un design agréable à visualiser

Le Guide pour la promotion de l'égalité de genre dans le CCAB fascine dès le premier contact. Son arrière-plan aux couleurs variées, les diverses illustrations savamment dosées, la douce perception de la sensibilité genre, toutes, captivent l'attention de la lectrice ou du lecteur qui se met aussitôt à le parcourir. Le confort visuel qu'il offre s'ajoute au fait que le texte est suffisamment aéré et peut se lire en plusieurs séquences selon votre disponibilité. Cette mise en page invite à parcourir le document en découvrant quatre autres raisons pour lesquelles sa lecture serait bénéfique.

2 Le résultat d'un travail collaboratif et participatif

Le Guide est issu d'un travail collaboratif et participatif. Observer, écouter activement ont été au cœur de son élaboration. La volonté de penser ensemble commecelledetravaillerensembleontpermis l'obtention d'un document qui ressort les contributions de tous-tes et de chacun-e. Parce que ces mesures sont mises ensemble ici, nous avons le guide. En nous rassurant de la correspondance entre mesures et obstacles, il nous promène au travers de ceux-ci.

3 Une promenade à travers de nombreux obstacles

Le guide énumère un ensemble d'obstacles que les différents pôles de connaissances ont identifiés. En effet, puisque le processus de son élaboration s'est basé sur une combinaison d'analyse contextuelle et de consultation participative, il promène le lecteur et la lectrice dans l'obscur forêt des obstacles à l'égalité de genre et à la lutte contre les discriminations et violences dont la femme et la fille sont souvent victimes. Ces obstacles touchent à la fois les éléments structurels sociaux ainsi que des besoins spécifiques des femmes. Ils varient souvent d'un pays à un autre, d'une zone socioculturelle à une autre. Le point commun entre eux demeure la perpétuation des inégalités de genre. Bien que n'étant pas exhaustifs, ils sont indispensables pour toute organisation qui voudrait promouvoir les droits des femmes. En effet, la bonne identification d'un problème garantit la pertinence de la solution. Ils sont regroupés en cinq catégories interdépendantes. Tour à tour, le lecteur ou la lectrice parcourra les obstacles liés à la violence à l'égard des femmes, après ceux relatifs à l'accès et au contrôle limité des ressources, y compris la connaissance, ainsi que ceux qui concernent la mobilité et les contraintes de temps. Par la suite, les contraintes culturelles et locales suivront celles liées à la participation, à l'engagement et au leadership.

4 Des mesures voulues efficaces et pertinentes

Le Guide pour la promotion de l'égalité de genre dans le CCAB propose 87 mesures. Toutes, promeuvent l'égalité de genre dans toutes les activités et tous les aspects du projet. Régulièrement introduites et résumées, lesdites mesures adressent les difficultés qui peuvent s'apercevoir au travers de plusieurs composantes. Ce sont notamment, la conception du projet, sa gestion, la capacité du personnel du CCAB à être sensible au genre, la communication et la diffusion des connaissances, le suivi-évaluation, les formations, les produits de la connaissance, la mise en réseau et le plaidoyer ainsi que la protection. Ce caractère holistique voudrait qu'à chaque fois, les femmes soient atteintes et autonomisées à chaque étape du processus.

Pour toutes ces raisons, l'acteur-ice du projet Centre de connaissance sur l'agriculture biologique et l'agroécologie en Afrique ne peut se passer du Guide pour la promotion de l'égalité de genre dans le CCAB qu'en se privant d'une part importante de réussite escomptée du projet. Il peut le télécharger et l'exploiter seul-e dans son coin. Toutefois, dans notre contexte où nous voulons être les plus nombreux à promouvoir l'égalité de genre et la lutte contre les violences et discriminations faites aux femmes, nous gagnerons à partager le document déjà téléchargé, voici le lien de téléchargement sécurisé.

<https://kcoa-africa.org/fr/notre-approche-du-genre/>

5 Un espace de connexion pour un travail continu

Le Guide pour la promotion de l'égalité de genre dans le CCAB est un espace pour se connecter à des ressources additionnelles en matière de genre. En effet, le lecteur ou la lectrice retrouve à la fin du manuel, une sélection de ressources à utiliser pour poursuivre l'action en faveur de l'égalité de genre. Chaque domaine ayant son vocabulaire, le guide propose aussi vers la fin, un lexique genre pour familiariser et connecter davantage.

INADES-Formation développe une approche pour renforcer l'accès à l'éducation agricole pour les femmes et les filles à l'Extrême Nord du Cameroun.

Par Footinno Roel Clivert

Dans un contexte mondial où la lutte pour l'égalité entre femme-homme est primordiale, certains secteurs d'activités au Cameroun peinent encore à atteindre les objectifs fixés par les textes nationaux et internationaux. C'est le cas de la région de l'Extrême Nord où l'accès à l'éducation des filles reste une question épineuse malgré quelques avancées. D'après le rapport du Bureau central des recensements et des études de population (Bucrep) sur la Journée mondiale de la population édition 2022, les taux bruts et nets de scolarisation des garçons sont supérieurs à ceux des filles, quelle que soit l'année scolaire. D'ailleurs, durant la période 2018/2019, le taux brut de scolarisation des élèves garçons a été de 48,6 %, contre 42,45 % chez les élèves filles.



Crédit photo : INADES-Formation

Et toujours au cours de cette année, les garçons ont eu un taux net de scolarisation de 37,20 % et les filles de 33,46 %. Le taux de scolarisation des filles est particulièrement bas dans cette partie du pays en raison des facteurs tels que la pauvreté, les mariages et les grossesses précoces, l'insécurité et les discriminations sexistes et sexuelles. Dans ce contexte, la nécessité de voir émerger une lutte intersectorielle, et d'intégrer les autres types d'acteur.ices tels que la société civile deviennent urgents pour adresser cette question.

C'est donc conscient de ces enjeux qu'INADES-Formation, dans le cadre du projet CCAB, a intégré dans ses modules de formation en agroécologie et en agriculture biologique un module spécifique sur l'égalité de genre. Le but étant d'accroître la sensibilité des bénéficiaires de la région de l'Extrême Nord vis-à-vis des besoins et des priorités des femmes. Dans cette perspective, la formation de la population locale sur l'importance de l'intégration des femmes au même titre que les hommes dans les activités agricoles, constitue, pour INADES-Formation, une stratégie cruciale pour inverser les tendances et transformer les normes de genre. Du 02 au 08 juillet 2024, trois arrondissements de l'Extrême Nord, tous du département de Mayo Kani (principalement dans les localités de Moutarwa, Kaélé et de Guidiguis) ont de ce fait bénéficié d'une série de formations sur les notions d'égalité de genre afin de faire des hommes de ces communautés des alliés pour l'égalité de sexe.

Dans l'arrondissement de Moutourwa, le module de sensibilisation a été déroulé dans le village de LAF et a connu la participation de 20 bénéficiaires dont 15 hommes et 05 femmes. Il s'agit d'un village où la résistance à l'implication des femmes aux activités du CCAB est la plus ressentie. Très peu d'hommes acceptent de travailler avec les femmes. Dans cette localité, plusieurs méthodes ont été utilisées pour la sensibilisation des bénéficiaires, en l'occurrence les récits du succès des actions menées conjointement par les hommes et les femmes autour des activités agricoles. En ce qui concerne l'arrondissement de Kaélé, l'intervention a eu lieu dans le village de « Kani ». Le phénomène est ressenti à l'inverse dans cette localité où les femmes sont majoritaires. Ici, l'action de sensibilisation a été plus portée sur la sensibilité des femmes vis-à-vis des hommes. Dans cette logique, 24 bénéficiaires ont pris part à cet atelier, dont 17 femmes et 07 hommes. Enfin, dans l'arrondissement de Guidiguis, les formations ont eu lieu dans les villages Danba et Lamtare, qui ont connu au total la participation de 26 hommes et 19 femmes, soit 45 bénéficiaires

Ces activités de sensibilisation et de formation qui interviennent à la suite d'une série

d'actions déjà conduites par INADES-Formation dans les localités susmentionnées, donnent à constater la mise en place progressive, d'une collaboration entre les hommes et les femmes. Par exemple, les hommes s'impliquent de plus en plus dans la réalisation des pépinières et lors des activités de semis en champs, pendant que les femmes fournissent de l'eau utilisée dans les poquets (sorte de trou creusé pour semer les jeunes plants de sorgho).

Pour plus d'informations sur le travail de INADES-Formation, consultez le site web

[https://www.inadesformation.net /](https://www.inadesformation.net/)



Crédit photo : INADES-Formation

Le PCAC adopte la masculinité positive comme un outil de promotion de l'égalité de genre.

Par Armand Tagne

En Afrique, les femmes produisent environ 80 % de la nourriture des ménages. Malgré cela, elles gagnent beaucoup moins que les hommes. C'est la conséquence d'une masculinité hégémonique qui ne cesse de perpétuer des inégalités et des discriminations basées sur le genre. Conscient de sa dangerosité pour une Afrique inclusive et prospère à laquelle voudrait contribuer le CCAB, le Pôle de connaissance sur l'agriculture biologique et l'agroécologie en Afrique centrale (PCAC) s'engage à promouvoir la masculinité positive en son sein.



Crédit Photo: Jean Kaha, Voix du Paysan

En effet, un ensemble de caractères et de comportements stéréotypés identifient traditionnellement les hommes. Parmi ces stéréotypes, figurent ceux qui garantissent ou tendent à garantir la position dominante des hommes et la subordination des femmes. Cette masculinité s'adosse sur des formes de pouvoir (économique, politique et culturel, etc.) qui facilitent son assomption. Elle entretient une incommunication permanente ainsi qu'une violence multiforme. Ce qui est loin de garantir la justice sociale et l'atteinte de l'objectif global du CCAB qui est de renforcer la sécurité alimentaire par l'adoption généralisée de l'agriculture biologique. Ce dernier étant un des moyens de réalisation d'une « Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable » à laquelle l'Union africaine aspire à travers l'agenda 2063. Ce même agenda relaie la volonté de l'UA d'avoir une Afrique « qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, qui se soucie du bien-être des enfants ».

Conscient de ce qui précède, le PCAC voudrait promouvoir d'autres caractères et comportements qui feraient que les hommes soient des alliés de lutte contre les inégalités et les discriminations ainsi que des violences dont les femmes et les filles sont le plus souvent victimes. Ces caractères et comportements sont le propre de la masculinité positive.



Conscient de ce qui précède, le PCAC voudrait promouvoir d'autres caractères et comportements qui feraient que les hommes soient des alliés de lutte contre les inégalités et les discriminations ainsi que des violences dont les femmes et les filles sont le plus souvent victimes. Ces caractères et comportements sont le propre de la masculinité positive

En tant qu'usage des stéréotypes masculins (force, sécurité, pouvoir, intelligence, détermination...) au profit de l'égalité genre et des luttes contre toutes formes de violence basées sur le genre, la masculinité positive peut être expérimentée dans tous les secteurs d'activités. Au sein des organisations qui promeuvent l'agriculture biologique et l'agroécologie, elle pourrait significativement contribuer à la transformation des systèmes alimentaires.

En effet, la masculinité positive promeut l'écoute active des hommes à l'endroit des femmes, le dialogue franc homme-femme, la non-violence de l'homme vis-à-vis de la femme, l'empathie et le soutien de la femme par l'homme. Ce faisant, elle serait gage de relations plus paisibles, garantes de bien-être et de progrès inclusif et durable. Elle invite à un changement de paradigme qui ne peut se faire sans les hommes. Conscient de ce qu'il faut renforcer les pratiques responsables dans le cadre de ce travail, le PCAC adopte la masculinité positive comme outil de promotion de l'égalité genre et de lutte contre toutes les formes de violence et de discrimination à l'égard des filles et des femmes.

À juste titre, le 17 juillet 2024, le point focal genre formait les mandataires des organisations qui font la promotion de l'agriculture biologique et de l'agroécologie. Tous des hommes, ils ont été formés sur la masculinité positive. Chacun serait disposé à être un champion de genre au sein de son organisation. Puisque « lorsque deux forces sont jointes, leur efficacité est double » (Isaac Newton), ils pourront permettre aux autres de l'être également.

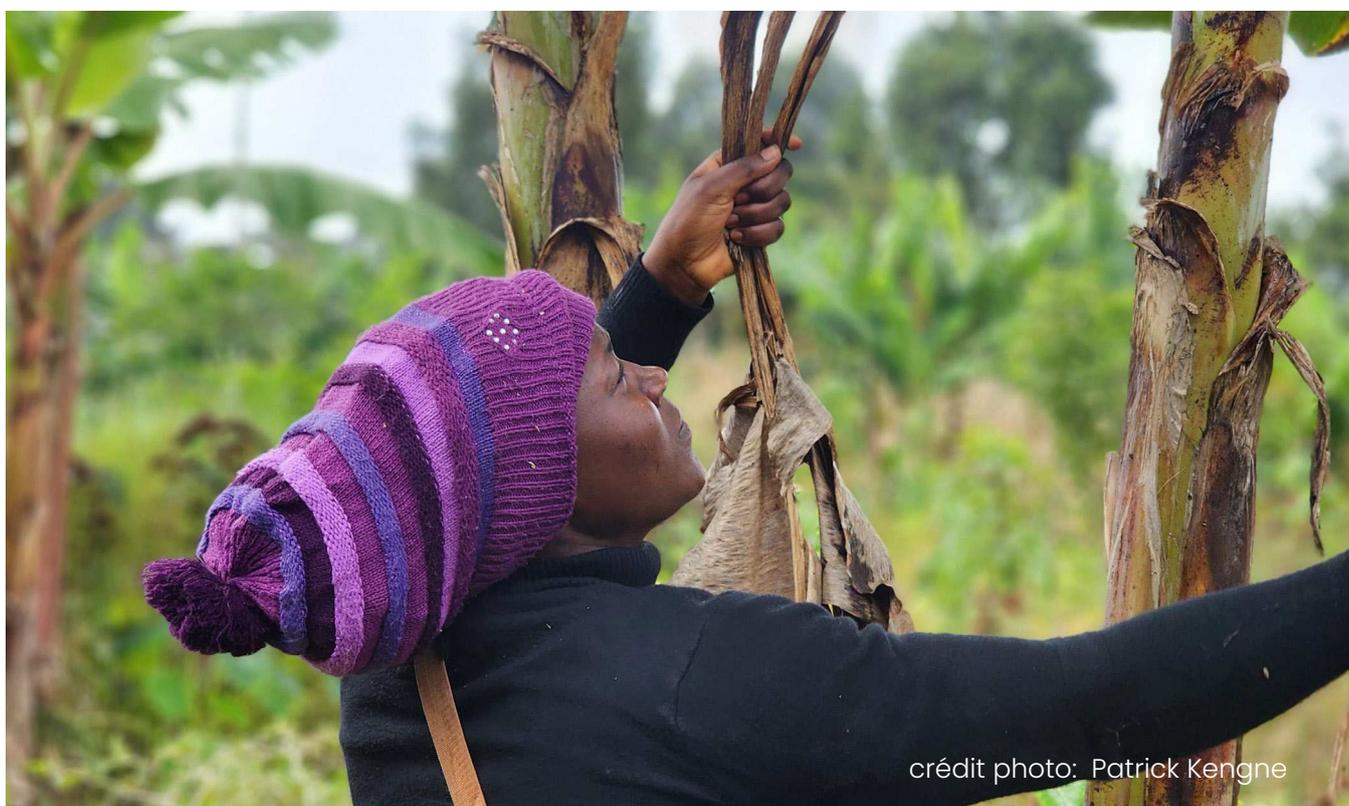
À leur tour donc, ils auront la possibilité de restituer ce qu'ils ont appris auprès des collègues hommes. Pour eux, et ce, grâce à l'atelier du jour, l'écoute active, l'empathie et le soutien peuvent se vivre au quotidien. Une des façons de le faire est de procéder comme Christian Edzengte.

Christian Edzengte est technicien agropastoral basé à Esse ville, dans la région du Centre au Cameroun. Il accompagne les femmes avides d'autonomie à travers l'élevage des hannetons, encore appelés vers blancs. À maintes reprises, il a vu des femmes et des filles qui voulaient se faire former en cette entomoculture être empêchées par des conjoints, de même que certains parents. Pour cela, il a dû à chaque fois mener un plaidoyer auprès de ces personnes influentes. Il les a régulièrement convaincues et fait d'elles des alliés pour l'autonomisation des femmes et des filles à travers l'élevage des vers blancs. Comme lui, les multiplicateurs peuvent renforcer leur travail de sensibilisation des hommes en faveur de l'autonomisation des femmes dans le secteur agricole.

Réflexions Post-Malabo : les préoccupations des paysannes prises en compte ?

Par Carole Fopa

Le protocole de Maputo résulte du cadre de concertation qui s'est tenu en 2003 au Mozambique, à l'issue duquel le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) a été adopté par les nations africaines y présentes. Les pays signataires devaient matérialiser leur engagement par l'allocation de 10 % de leur PIB à l'agriculture pour que la croissance agricole puisse atteindre les 6 %. En 2014, le faible niveau d'atteinte des résultats souhaités a incité les États africains à élaborer une stratégie décennale à Malabo, afin que les objectifs définis dans le PDDAA puissent être atteints. Cependant, le quatrième rapport d'examen biennal indique à ce jour qu'en dépit des efforts mobilisés pour la mise en œuvre de la déclaration de Malabo, le continent africain reste largement en deçà des objectifs fixés pour 2025.



crédit photo: Patrick Kengne

Pour le cas de l'Afrique Centrale, les défis majeurs restent encore à relever pour accélérer la croissance et la transformation des systèmes agraires. Le rapport biennal précise à ce propos que les performances de la région en matière d'éradication de la pauvreté par l'agriculture restent faibles, ceci en raison de la participation marginale des femmes dans l'agrobusiness, avec une note de 1,25. Ce résultat qui n'est pas seulement le propre de l'Afrique centrale pourrait justifier les nouvelles orientations de l'agenda Post-Malabo qui explicite la volonté d'impliquer toutes les parties prenantes dans le processus d'élaboration de celui-ci. Dans cette perspective, les discussions sur les groupes marginalisés (les femmes et les jeunes, etc.) et sur la prise en compte de leurs besoins sont explicitement mentionnées comme axethématique qui doit orienter les discussions dans les différents cadres de concertation.



Au regard de cette situation, les cadres de concertation tels que la plateforme Partner For Change (P4C) créée par le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) en collaboration avec le gouvernement Kenya ont intégré cette thématique dans les discussions sur l'agenda Post-Malabo. Au cours de ces échanges qui se sont tenus du 26 au 27 juin à Nairobi, un dispositif multi-acteur.ice.s a été mis en place dans l'optique de formuler des propositions claires pour atteindre une transformation inclusive des systèmes agroalimentaires. Ce groupe de travail a énoncé dix recommandations pratiques axées autour des politiques et des partenariats à développer pour façonner collectivement l'avenir du secteur agricole.

Au niveau de la sous-région Afrique Centrale, la CNOP-CAM (Concertation Nationale des Organisations Paysannes au Cameroun) dirigée par Élisabeth Atangana, a créé plusieurs cadres de concertation nationales et régionales pour permettre aux groupes marginaux (principalement les femmes et les jeunes) de prendre la parole et de faire entendre leur voix. Au cours de ces processus consultatifs, les 07 priorités du processus post-Malabo, (la gouvernance, les investissements, la faim et la malnutrition, les moyens de subsistances, le commerce, la résilience climatique, la responsabilité mutuelle) ont été abordées par les différents acteur.ice.s présent.e.s, celles-ci ont été ensuite soumises à un autre comité multi-acteur.ice.s, constitué.e.s des représentant.e.s du MINADER, MINDCAF, MINPMEESSA.

Seulement, même si, la volonté d'intégrer toutes les parties prenantes dans ce processus de consultation a été clairement affichée par l'Union Africaine, et que des dynamiques nationales, régionales et continentales ont été observées, il est tout de même important de noter les limites de ce processus consultatif. À titre illustratif, la communication de la feuille de route Post-Malabo a été faite tardivement (mi-mai 2024) à l'ensemble des parties prenantes, avec des échéances strictes, voire irréalistes. Une situation qui n'est pas propice à favoriser une participation forte et profonde des parties prenantes, compromettant de ce fait la possibilité d'une participation constructive et l'appropriation par les groupes marginaux (les femmes, les jeunes, etc.) telles qu'envisagées dans l'agenda 2063.

De plus, les mécanismes et les cadres de consultation déployés ont été aussi jugés très loin des réalités paysannes (organisation des webinaires, utilisation des langues étrangères dans le processus, etc.), les plus concernées par les questions de changement climatique et de sécurité alimentaire. Or, les paysannes et autres groupes marginalisés sont des catalyseurs de la transformation des systèmes agricoles, ne pas prendre en compte leurs besoins spécifiques dans le processus de consultation serait reproduire les mêmes causes qui ont conduit à l'échec du PDDAA les années antérieures.

Faire place au leadership : récit de la participation de Dr Khaoula MOKRANI à l'élaboration de l'agenda Post-Malabo à Nairobi

Propos recueillis Naomie Tiaze



Crédit photo: Partner For Change

Profondément engagée dans la promotion de l'agriculture durable et de la sécurité alimentaire, le parcours de Dr Khaoula, a pris un tournant décisif lorsqu'elle a été invitée à rejoindre le comité de rédaction de la déclaration Post-Malabo lors de la conférence Partner for Change-P4C qui s'est déroulée pendant deux jours à Nairobi. Cette expérience a réaffirmé son dévouement pour l'agriculture biologique et écologique et sa détermination à contribuer significativement à l'élaboration des politiques pour un changement mondial.

La conférence P4C a rassemblé un large éventail de parties prenantes à travers l'Afrique et au-delà. C'est en sa qualité de Responsable Régional des Connaissances du Hub Nord-Africain pour le projet CCAB, qu'elle s'est retrouvée parmi des collègues et expert.e.s engagé.e.s pour adresser les défis soulignés dans la Déclaration Post-Malabo et tracer la voie à suivre pour le développement durable.

Pour le Dr Khaoula, faire partie du comité de rédaction a été à la fois une expérience exaltante et stimulante. Collaborer avec des pairs d'horizons différents : responsables gouvernementaux.ales, chercheur.euse.s, représentant.e.s de la société civile, agriculteur.ice.s et organisations internationales, a été une expérience d'apprentissage profonde. Elle a méticuleusement contribué à l'élaboration des recommandations issues de huit ateliers, de différents panels et des idées des participant.e.s lors de la conférence.

Ces recommandations visaient à améliorer la mise en œuvre de l'agenda Post-Malabo. Les discussions ont été solides, alimentées par un engagement commun en faveur de l'inclusivité, de la transparence et d'une prise de décision fondée sur des données probantes. Pour elle, « ce processus collaboratif a mis en évidence l'importance de diverses perspectives dans l'élaboration de politiques globales et efficaces, soulignant le fait que les solutions efficaces doivent être inclusives et complètes ».

Fort de son expérience, ses contributions ont porté sur l'importance de responsabiliser les communautés locales, en particulier les femmes et les jeunes, dans les processus décisionnels liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Ce plaidoyer était motivé par la conviction du pouvoir transformateur des approches inclusives et participatives, soulignant que ceux.elles qui sont directement affecté.e.s par les politiques agricoles devraient avoir leur mot à dire dans leur élaboration. Selon elle, ce lien entre les connaissances locales et l'élaboration des politiques est crucial pour le développement durable.

Pour le Dr Khaoula, le point culminant de leurs efforts – la déclaration P4C – représente un engagement collectif en faveur d'un changement transformateur de l'agriculture africaine. Il souligne l'impératif d'une gouvernance inclusive, de pratiques durables et de partenariats solides entre les secteurs. Cette expérience a approfondi sa compréhension de la dynamique agricole mondiale et renforcé sa passion pour l'agriculture biologique écologique en tant que catalyseur de changement positif. En réfléchissant à son parcours en tant que jeune femme leader dans la défense de l'agriculture biologique, elle entend continuer à mener des initiatives percutantes au sein de sa communauté et au-delà. Elle reste déterminée à favoriser le dialogue, à mettre en œuvre des solutions innovantes et à plaider en faveur des politiques qui donnent la priorité à la durabilité et à l'équité dans l'agriculture.



Crédit photo: Partner For Change

Préparation de l'agenda post-Malabo : la voix des femmes et des jeunes chez CNOP-CAM

Par Footinno Tsueghap Roel Clivert



Dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route de l'agenda Post-Malabo, la CNOP-CAM (Concertation Nationale des Organisations Paysannes au Cameroun) dirigée par Elisabeth ATANGANA, a organisé plusieurs rencontres nationales et régionales pour permettre aux groupes marginalisés (principalement les femmes et les jeunes) de prendre la parole et de faire entendre leur voix. En tant que plateforme nationale de regroupement des paysan.ne.s, elle a servi de levier pour collecter les besoins des agriculteur.ice.s au niveau du Cameroun. Plus concrètement, elle a mené une série d'activités à l'instar de l'organisation des consultations au niveau national et régional ainsi que la mise en place d'un dispositif de suivi pour que les propositions formulées, surtout par les femmes et les jeunes, arrivent jusqu'à l'Union africaine.

La voix des femmes et des jeunes est celle qui résonne assurément le plus à la CNOP-CAM. Car, des 57088 membres qu'elle compte, 30591 et 18703 sont respectivement des femmes et des jeunes. Couvrant toutes les régions du Cameroun, sa structuration pyramidale lui permet de recueillir les besoins et priorités des paysan.ne.s à la base. De manière concrète, la « CNOP-CAM a mis sur pied la technique de structuration des régions pour atteindre les paysan.ne.s de chaque localité » affirme Elisabeth ATANGANA. La technique implique que les membres de la CNOP-CAM s'organisent en fonction de leur région et mandatent trois représentant.e.s pour participer aux assemblées, au conseil d'administration de l'organisation, etc. Des trois membres de la délégation régionale régulièrement constituée, exigence est faite à ce qu'il y ait un homme, une femme et un jeune.

C'est par ce mécanisme interne que CNOP-CAM a mobilisé les paysan.ne.s du 5 au 6 juin 2024 et des 13 et 14 juin pour les échanges autour de l'agenda Post-Malabo. Ces séances d'échanges qui ont réuni une cinquantaine de participant.e.s, représentant.e.s des réseaux de petit.e.s producteur.ice.s et de paysan.ne.s étaient axées sur 07 priorités du processus post-Malabo, à savoir : la gouvernance, les investissements, la faim et la malnutrition, les moyens de subsistance, le commerce, la résilience climatique, et la responsabilité mutuelle. Le but étant d'impliquer toutes les parties prenantes dans ce processus de réalisation des objectifs de l'agenda Post-Malabo afin que personne ne soit laissé de côté.



Par ailleurs, la CNOP-CAM a co-organisé des consultations régionales, à l'occasion desquelles elle a présenté les besoins et recommandations de la base, collectés au cours des échanges au niveau national. Au rang des consultations régionales, on dénombre celle qui a été organisée du 9 au 11 juillet 2024 dans la ville de Douala au Cameroun, dont le but était de discuter des propositions des organisations paysannes (OP) sur l'agenda Post-Malabo, recueillies dans chaque pays au cours des échanges nationaux. Les travaux ont permis à tous les acteurs agricoles de la région d'Afrique centrale de s'exprimer sur les enjeux, défis, opportunités et leçons tirées de la mise en œuvre des engagements de Malabo dans les pays respectifs, et de formuler des propositions « pertinentes et prioritaires » en prenant en compte la participation active des femmes et des jeunes filles à ce processus qui engage leur avenir.

Au terme de ces discussions, les propositions formulées par les paysannes (majoritairement par les femmes et les jeunes), ont été retenues et soumises au comité multi-acteurs constitué des représentants du MINADER, MINDCAF, MINPMEESA et parlementaires pour amendement et adoption, puis transmission à l'Union africaine. En addition, un comité ad hoc a été mis en place pour le suivi de ces propositions auprès des sectorielles concernées. Toutes ces diligences visent ainsi à éviter que le nouvel agenda ne reproduise les mêmes erreurs que celui de Malabo.

De la sorte, en prenant en compte les recommandations de la CNOP-CAM, la voix des femmes et des jeunes sera prioritairement considérée. Non pas seulement parce que la Concertation nationale des opératrices paysannes est dirigée au plus haut niveau par une femme, mais aussi parce qu'elle est majoritairement constituée des femmes et des jeunes qui défendent l'agriculture familiale.

Pour plus d'infos sur CNOP-CAM, cliquez le lien suivant : <https://cnopcam.org/>

Import substitution : la foire locale des produits biologiques et agroécologiques de Dschang en ligne de mire

Par Carole Fopa et Armand Tagne



Crédit photo GADD

Comme beaucoup d'autres pays, le Cameroun est demeuré longtemps dépendant des importations. Ce qui n'est pas sans préjudices énormes pour son économie et par ricochet le bon vivre de ses populations. Pour inverser la tendance, le président de la République du Cameroun a, lors de sa prestation de serment le 6 novembre 2018, engagé le peuple en ces termes : « Il me semble opportun de nous attacher à développer les secteurs de notre économie qui pourront réduire sensiblement nos importations de biens et de services. » (...) Nous allons réaliser une véritable révolution agricole en modernisant nos moyens de production et en transformant davantage nos produits agricoles ». Cette volonté s'est manifestée, entre autres, à travers le Plan triennal d'import-substitution intégré 2024-2026 annoncé lors de son adresse à la nation le 31 décembre 2023. Ainsi, par cette politique d'import-substitution, le Cameroun entend promouvoir le « made in Cameroun » par l'appui à la production, la transformation et la consommation locale. Entre autres mécanismes, figurent aussi l'organisation des salons et foires entrepreneuriales et agricoles.

Justement, le lundi 1er juillet 2024, le Groupement d'appui pour le développement durable (GADD) organisait la « foire locale des produits biologiques » à la place des fêtes de Dschang. C'était en sa qualité de membre du Pôle de Connaissances en Agriculture biologique et agroécologie en Afrique centrale (PCAC). L'objectif global de cette foire était de valoriser la production locale à travers la mise en place de ce dispositif d'incitation à la consommation locale. Il représentait la volonté manifeste du GADD d'aligner sa politique de promotion de la production locale à la politique nationale d'import-substitution, en agissant au niveau micro pour l'atteinte des objectifs globaux.

Plus concrètement, le GADD a décidé d'adresser l'un des challenges majeurs de la politique du « Made in Cameroon », celui d'amener les populations à s'y intéresser et à consommer localement. Seulement, la disponibilité des produits sur le marché suppose qu'un travail d'appui et de soutien continu est fait en amont. Et donc, depuis 2016, il s'est d'abord engagé à soutenir la production locale des produits biologiques par l'accompagnement et le soutien fournis à plus de 500 producteur.ice.s et ensuite à fournir à ceux-celles-ci des espaces de commercialisation. Par ailleurs, soucieux d'assurer la participation équitable et égale de toutes les acteur-ices, le GADD a intégré dans sa politique organisationnelle des moyens pour atteindre et faire participer les femmes et les filles. C'est dans ce contexte que, les productrices sont régulièrement consultées (70 %) pour les choix du site et de la date, ceci pour pallier les contraintes structurelles auxquelles elles sont régulièrement soumises.

Ainsi, lors de cette foire qui a mobilisé 40 exposant.e.s (27 femmes), plus de 200 visiteur.ices ont visité et acheté directement chez les producteur-ices, et cela a permis aux consommateur-ices de mieux comprendre l'enjeu d'une consommation locale.

En favorisant les échanges entre producteur-ices et consommateur-ices locaux, la « foire locale des produits biologiques » organisée par le GADD se positionne comme la matérialisation de la politique institutionnelle du Cameroun en matière d'import substitution. C'est ce qu'en pense Mme Fomete Francine Épse Tchoupou, déléguée départementale du commerce de la Menoua, présente à cet effet. Pour elle, en effet, l'organisation des foires telle que le GADD le fait « entre en droite ligne avec les instructions du Ministre du commerce, son Excellence Luc Magloire Mbarga Atangana qui fait la promotion du Made in Cameroon ». Elle ne peut que se réjouir en invitant les un.e.s et les autres à poursuivre sans relâche la promotion de la production et de la consommation des produits locaux : « produisons camerounais, consommons camerounais », recommande-t-elle.

Pour en savoir plus sur le travail du GADD, cliquez sur le lien suivant : <https://www.ong-gadd.org/>



Crédit photo GADD

Compost de 21 jours Vs compost de 90 jours : Quelle option pour les productrices ?

Par Yannick Nguimtsop et Arnaud Lacmou

Dans le département de la Menoua au Cameroun, le secteur agricole constitue le principal moteur de la croissance et emploie environ 60 % de la population active. La Menoua bénéficie des conditions agro-écologiques favorables, du dynamisme des producteur·ice·s (principalement des femmes et des jeunes) qui jouent un rôle crucial dans la production alimentaire. Les cultures vivrières, maraîchères et de rente y sont produites sur de petites exploitations agricoles. Dans les différentes activités agricoles menées, les productrices sont souvent confrontées à des défis importants, notamment un accès limité aux ressources de production et aux technologies, des inégalités basées sur le genre et des pratiques agricoles non durables.



Crédit photo Hervé Bouagnimbeck



Crédit photo Hervé Bouagnimbeck

La plupart de ces productrices ont longtemps pratiqué l'agriculture conventionnelle et, au fil du temps, l'utilisation accrue des pesticides et engrais chimiques de synthèse a occasionné des risques à la fois pour l'environnement et leur santé. Les conséquences les plus directes de l'utilisation abusive de ces intrants chimiques sont ; la baisse de la fertilité des sols qui affecte directement les rendements agricoles et, la dégradation de la qualité sanitaire des aliments qui agit aussi sur celle de l'être humain. Face à ces dangers sans cesse croissants, les productrices se tournent de plus en plus vers des solutions durables de production agricole. Cependant, l'un des principaux freins à l'adoption et à la démocratisation des pratiques agricoles durables est l'accès aux intrants.

La production et l'utilisation du compost ont peu à peu émergé comme des pistes à explorer pour permettre aux productrices d'être autonomes en intrants de fertilisation, ceci pour offrir des solutions prometteuses aux problématiques de dégradation des sols et de la qualité sanitaire des aliments dans la Menoua. Les techniques de compostage sont variées, chaque technique ayant ses atouts et inconvénients. Cet article propose donc aux productrices, une analyse comparative entre le compost de 21 jours et le compost de 90 jours pour leur permettre de faire des choix libres en matière d'accès aux intrants organiques de fertilisation, ceci en fonction de leurs besoins et de leurs contextes spécifiques.

Compost de 21 jours : atouts et contraintes pour l'adoption de la pratique par les productrices de la Menoua

► Pour quel processus de fabrication ?

Le compost de 21 jours est un amendement organique obtenu par décomposition anaérobie de matière végétale et organique en présence de micro-organismes efficaces (EM5). Le matériel nécessaire inclut une grande bâche, une balance, des sacs de 40-50 kg en plastique, une machette et une pelle. Les intrants sont les feuilles de *Tithonia diversifolia*, EM5, 50 kg de fientes de poules pondeuses, du bokashi, de la cendre de bois et de l'eau sans chlore. Les étapes consistent à hacher les feuilles de *Tithonia*, les étaler sur une bâche, ajouter les fientes de poule, la cendre de bois, le bokashi, préparer une solution d'eau et EM5, arroser et mélanger jusqu'à homogénéisation, tester l'humidité, emballer le mélange dans des sacs plastiques et les placer à l'ombre sur un support en bois. Le coût estimé pour produire 100 kg de compost de 21 jours est de 11 900 FCFA.



Crédit photo Hervé Bouagnimbeck

► Atouts et conttainte de la pratique

Dans le contexte rural, l'utilisation du compost de 21 jours peut jouer un rôle crucial pour aider les femmes à faire face aux contraintes structurelles qui limitent leur participation dans la transition agroécologique. Sa simplicité, sa rapidité et ses effets bénéfiques sur la fertilité des sols s'avèrent être des leviers puissants pour endiguer les contraintes qui limitent leur participation.

La méthode de compostage se distingue par sa simplicité et son faible besoin en ressources. Elle ne requiert ni matériel sophistiqué, ni formation technique complexe, la rendant accessible à toutes les femmes. De plus, la production de compost en seulement 21 jours nécessite un investissement moindre en temps et en effort sur le long terme. Cela diminue la charge de travail physique qui est souvent un handicap pour l'adoption de nouvelles pratiques par les femmes. Cet aspect est particulièrement important dans le contexte local où les femmes assument la majeure partie des tâches ménagères et agricoles. L'utilisation du compost de 21 jours conduit à une amélioration notable de la structure et de la fertilité du sol, favorisant ainsi une augmentation des rendements agricoles. Cet accroissement de la productivité se traduit par une meilleure sécurité alimentaire pour les ménages et renforce l'autonomie économique des femmes vis-à-vis des hommes envers lesquels elles sont généralement dépendantes financièrement. La simplicité et la rapidité du compostage de 21 jours peuvent inciter les femmes à se regrouper pour partager leurs connaissances et leurs ressources. Ces échanges favorisent le renforcement des liens sociaux et la création de réseaux de soutien entre elles. Ces réseaux de solidarité peuvent jouer un rôle crucial pour lever les obstacles structurels qui limitent la participation des femmes et faciliter leur intégration dans la transition agroécologique au sein du département de la Menoua. Malgré les avantages que peuvent avoir la production et l'utilisation du compost de 21 jours, cette méthode a également des contraintes qui peuvent freiner son adoption auprès des femmes. La production appropriée de compost de 21 jours nécessite des micro-organismes efficaces (EM5) et du Bokashi, qui sont souvent coûteux et difficiles à trouver. Les paysannes de la Menoua, disposant généralement de ressources limitées, pourraient avoir du mal à se procurer ces éléments essentiels. De plus, la nécessité d'un abri pour la conservation du compost de 21 jours et les frais de transport du compost vers les champs peuvent entraîner des coûts additionnels. Ces dépenses supplémentaires pourraient constituer une barrière significative pour les femmes.

Compost de 90 jours : atouts et contraintes pour l'adoption de la pratique par les productrices de la Menoua

Processus de fabrication et coût estimatif

Le compost de 90 jours est le produit final de la décomposition de matériaux organiques (fumier, ordures ménagères, feuilles mortes, rameaux, etc.) dans des conditions normales. Le matériel nécessaire comprend une bâche noire, une machette et une pelle. Les substrats utilisés sont de la matière végétale fraîche et sèche, des déjections animales, de la cendre de bois, du biochar, de l'eau sans chlore et de la terre de surface. Les étapes impliquent de délimiter une aire de compostage, planter des perches, humidifier le sol, mettre une couche de matière végétale sèche hachée et arroser, ajouter de la terre de surface et du biochar, puis une couche de matière végétale fraîche, et des déjections animales, répéter les couches jusqu'à obtenir une pile de 4 couches, couvrir avec une bâche noire et retourner le compost au moins deux fois durant les phases thermophiles, de refroidissement et de maturation. Le coût estimé pour produire environ 200 kg de compost de 90 jours est de 11 500 FCFA.

► Atouts et contraintes à l'adoption pour les productrices de la Menoua

Dans le contexte rural du département de la Menoua à l'ouest du Cameroun, l'utilisation du compost de 90 jours présente plusieurs avantages et contraintes spécifiques pour les femmes. Le compost de 90 jours est généralement plus mature et riche en nutriments, ce qui améliore la fertilité du sol. Cela permet aux femmes d'augmenter les rendements de leurs cultures, ce qui est essentiel pour leur autonomie économique et leur sécurité alimentaire.

Généralement, les femmes ont besoin de l'accord de leurs maris pour s'absenter, donc la disponibilité des éléments de production dans l'environnement immédiat, la valorisation des résidus post-récolte et ménagers, donne plus de marges de manœuvre aux femmes engagées dans cette pratique.



Elles n'auront pas besoin de se déplacer pour obtenir les différents intrants utilisés dans la production du compost de 90 jours. En raison de sa richesse en nutriments et de sa décomposition complète, ce compost est plus efficace à long terme. Les femmes peuvent ainsi réduire leur dépendance aux engrais chimiques de synthèse, ce qui diminue les coûts à long terme et améliore la durabilité de leurs pratiques agricoles. Cela leur permet de mieux gérer leurs ressources financières et de se concentrer sur d'autres aspects de leur vie.

De plus, il est possible de produire le compost directement au champ, ce qui facilite l'utilisation directe en champ et élimine la pénibilité liée au transport du compost qui est lourd et engendre des coûts supplémentaires qui sont souvent prohibitifs dans le processus d'adoption d'une pratique. Les productrices, du fait des moyens financiers limités, optent généralement pour des techniques faciles à mettre en œuvre directement dans les exploitations agricoles.

En dépit de nombreux atouts, les contraintes incluent la lenteur du processus de maturation, qui peut décourager les utilisatrices. La production du compost nécessite également des efforts physiques importants, ce qui peut être une barrière significative pour les femmes, surtout dans un contexte rural où les tâches physiques sont déjà nombreuses. Enfin, la difficulté de quantifier précisément les éléments de production peut compliquer la planification et l'exécution du processus de compostage. Ces défis financiers, physiques et techniques doivent être pris en compte pour promouvoir l'adoption de cette pratique auprès des femmes.

► Pour quel choix ?

Chaque type de compost présente des avantages et des inconvénients spécifiques. Le choix entre le compost de 21 jours et le compost de 90 jours dépendra des ressources financières et matérielles disponibles, des capacités physiques des productrices et de leurs besoins spécifiques en fertilisation des sols. Les différents aspects autour du choix d'une technique doivent être soigneusement évalués par les femmes pour faire un choix de pratique qui réponde à leurs besoins et prenne en compte leurs contextes spécifiques.

L'EM local, une alternative à l'EM industriel ?

Par Aurelie Tsaffo

L'agriculture moderne repose de plus en plus sur des solutions innovantes permettant de maintenir la fertilité des sols tout en minimisant les impacts environnementaux. Dans de nombreuses communautés rurales, les femmes jouent un rôle crucial dans l'agriculture, en particulier dans les tâches liées à la gestion des sols et à la production alimentaire. Elles sont souvent responsables des jardins familiaux et des petites exploitations, où elles appliquent leurs connaissances traditionnelles pour améliorer la productivité agricole.

L'une des solutions innovantes consiste à utiliser des microorganismes efficaces (EM) pour produire du compost en seulement 21 jours. Ce compostage rapide permet de transformer les déchets organiques en un compost riche en nutriments, accélérant ainsi la décomposition de la matière organique et améliorant la santé du sol.

Cependant, l'usage des EM, plus principalement ceux d'origine industrielle, comporte plusieurs défis, notamment en termes de coût d'acquisition par les femmes et de compatibilité écologique.

Le coût élevé des EM industriels constitue un frein majeur à leur adoption, surtout pour les petites exploitations agricoles gérées par des femmes. En plus de l'aspect financier, il existe des préoccupations quant aux dangers potentiels des EM industriels, notamment leur impact sur les écosystèmes locaux. Ces microorganismes, bien que bénéfiques pour le sol, peuvent ne pas être adaptés à toutes les conditions environnementales et pourraient perturber les équilibres microbiologiques existants. Leur adaptabilité à la flore locale est donc un aspect crucial à considérer pour éviter des conséquences écologiques indésirables.



Crédit photo: YSDA

Une solution prometteuse pour surmonter les défis associés aux EM industriels est de remplacer ces derniers par des EM locaux. Leur utilisation présente plusieurs avantages : ils sont généralement moins coûteux, réduisent les risques écologiques liés à l'introduction de microorganismes exogènes et sont plus facilement acceptés par les communautés locales. De plus, leur promotion peut renforcer l'autonomie et la résilience des exploitations agricoles, en particulier celles gérées par des femmes. Dans l'optique d'évaluer l'efficacité des EM locaux comme substituant des EM industriels, une étude a été menée par YSDA (Young Social Développement Actors) dans le village de Nzong, dans l'Ouest du Cameroun, sur la Morelle noire. YSDA a utilisé trois types de composts, tous préparés en 21 jours, avec des fientes de poules, de la bouse de vache, et un mélange des deux. Trois scénarios d'enrichissement ont été réalisés : enrichissement en fientes de poules + EM5, bouses de vache + EM local, mélange de fientes de poule et bouses de vache + EM local. Au cours du processus, la croissance des plantes de Morelle noire a été observée à différents moments : 15, 22, 29, et 36 jours après la transplantation des plants, et les résultats suivants ont été obtenus :

-- Hauteur des plantes : à 29 jours après plantation, les plantes traitées avec l'EM local avaient presque la même hauteur que celles avec l'EM5. Par exemple, les plantes avec le compost bouse de vache + EM local mesuraient 215 cm de hauteur, presque aussi hautes que celles avec EM5.

-- Surface des feuilles : à 29 jours, les feuilles des plantes traitées avec l'EM local étaient aussi grandes que celles traitées avec l'EM 5. Par exemple, les feuilles des plantes avec le mélange fiente de poule + bouse de vache + EM local avaient une surface de 1968,49 cm², similaire à celle avec EM5.

-- Diamètre de la tige : à 29 jours, les tiges des plantes traitées avec l'EM local étaient aussi épaisses que celles traitées avec l'EM5, ce qui rend les plantes tout aussi robustes.

-- Le rendement : les traitements avec les EM locaux ont montré des rendements comparables à ceux avec EM5, ce paramètre a été mesuré à partir du nombre et du poids total des ramifications récoltables.

L'utilisation des EM locaux avec des composts à base de bouse de vache ou de mélange de fiente de poule et de bouse de vache permet d'obtenir des plantes aussi hautes qu'avec l'EM5. De plus, les plantes ayant reçu le compost de 21 jours enrichi avec des EM locaux sont aussi robustes que celles traitées avec l'EM5, ce qui est crucial pour résister aux conditions climatiques et autres stress.

Au vu des résultats obtenus à partir de cette étude, il est possible de dire que les microorganismes locaux peuvent être des substituts efficaces aux microorganismes industriels dans la production de compost de 21 jours. Cette substitution peut réduire les coûts de production pour les petites productrices et favoriser l'adoption de pratiques agricoles durables. Les résultats montrent que le Compost de 21 jours, qu'il soit enrichi avec des EM locaux ou industriels, améliore significativement les rendements agricoles, offrant une alternative écologique et économique aux engrais chimiques.

Pour plus d'informations sur le travail d'YSDA, consultez le site web : <https://ysda2014.org/>

MOSALI VOICES TIPS

Conseils pratiques pour réussir une pépinière de Morelle noire

Par Carole Fopa et Carine Pamela Kenfack



Crédit photo: Patrick Kengne

Solanum nigrum L. communément appelé morelle noire est une plante appartenant à la famille des solanaceae très cultivée et consommée dans la région de l'ouest du Cameroun. Sa culture possède peu d'exigences, néanmoins, comme toute autre culture, sa croissance et son développement sont tributaires des techniques culturales choisies, particulièrement la réussite de la production des plants en pépinière. La productivité des légumes en termes de rendement en biomasse est corolaire de la qualité des plants utilisés pendant le semi-indirect ou la transplantation en champ. Dans le cas de la morelle noire, la mise en place d'une pépinière est un processus laborieux qui prend en compte plusieurs paramètres, en l'occurrence le choix de la qualité du sol, l'ombrage, le niveau d'irrigation et la gestion des maladies et ravageurs.

► Un espace ombragé : une bonne fausse idée

La problématique de l'ombrage est évoquée pour mettre en lumière l'ambiguïté autour de la nécessité d'ombrager les plantes ou pas, car il est communément reconnu que les plantes ont besoin de lumière pour leur croissance. La lumière joue un rôle primordial dans leur processus de croissance, car elle facilite le processus de photosynthèse permettant aux plantes de transformer la lumière solaire qu'elles reçoivent en énergie utile pour fabriquer les éléments nutritifs nécessaires à leur développement.



Seulement, un apport excessif de lumière pourrait freiner ce processus. L'ombrage joue alors un rôle déterminant dans la réussite d'une pépinière en contribuant à la santé et à la croissance optimale des plants. Il permet de réguler la température et l'humidité. La perte en eau due à une exposition excessive au soleil peut causer de nombreux dommages aux jeunes plants, à l'instar du stress hydrique. Ainsi, l'apport en ombrage permet de réguler la température et l'humidité, créant un microclimat qui réduit l'évapotranspiration des plantes et leur besoin en eau. La production de l'ombrage dépend des moyens et du matériel disponibles pour chaque pépiniériste. Pour assurer l'équilibre ombre-lumière, les pépiniéristes ont le plus souvent recours à l'utilisation du matériel végétal pour créer de l'ombrage. Cependant, il existe aussi d'autres types d'ombrage, en l'occurrence l'utilisation de voiles ou des écrans d'ombrage rétractables.

► **Arrosage intensif ou irrégulier : pour quel choix ?**

L'eau est un élément essentiel à la croissance des plantes. Bien qu'il soit communément admis que la morelle noire fait partie des légumineuses dont l'apport en eau est crucial pour son développement. Il est aussi important de déduire la quantité optimale dont elle a besoin pour son développement. Pour faciliter une levée optimale des graines de morelle noire, il est recommandé directement après le semis, de réaliser l'opération d'arrosage et de l'ajuster en fonction de la saison. Si la pépinière a été mise en place en période de faible pluviométrie, il est crucial de continuer avec le processus d'arrosage. Cependant, il est impératif de définir un seuil d'arrosage adéquat pour la plante, car un apport excessif pourrait entraîner le pourrissement des racines, la faible oxygénation des cellules et le développement des maladies fongiques. À contrario, un faible apport en eau pourrait entraîner la déshydratation et le flétrissement des plants. Trouver le juste équilibre dans le processus d'arrosage se révèle être un déterminant crucial.

► **La qualité du sol : un facteur souvent négligé**

Le choix du sol pour la mise en place de la pépinière de Morelle noire est couramment négligé. Cette négligence est parfois le corolaire des savoirs erronés autour de la pratique. Or, pour faciliter le développement de plants, il est nécessaire d'opter pour des techniques culturales avisées. L'appréciation d'un sol propice à la croissance des plants de morelle noire dépend de la texture, de la structure, de la teneur en nutriments, du pH, de la capacité de rétention d'eau et de la présence de micro-organismes bénéfiques dans le sol. Le sol choisi doit être suffisamment drainé pour éviter la stagnation de l'eau dans la pépinière. Il est donc recommandé de faire des analyses préalables du sol pour connaître ses besoins en nutriments et y apporter des amendements si nécessaire.

► **Rotation des cultures : une étape utile à considérer**

La rotation des cultures est une pratique agronomique qui consiste en l'alternance des cultures sur une parcelle donnée. Cette pratique est bénéfique tant pour le sol que pour les plantes. Pour le cas spécifique de la Morelle noire, la rotation est recommandée. Elle permet notamment d'améliorer la qualité du sol, de contrôler les maladies et les parasites, et d'optimiser la productivité des cultures. L'absence de rotation des cultures est donc une erreur à ne pas commettre en pépinière.



► **La gestion des maladies et des ravageurs : une option ?**

La gestion des maladies et des ravageurs sont des éléments souvent ignorés dans le processus de production des plants en pépinière. Le développement des plantes débute à partir de la pépinière. Si les plants subissent les attaques dès le départ, cela influencera tout son processus de croissance. C'est pour cette raison qu'il est recommandé de mettre en place des mesures adéquates pour prévenir les plantes des ravageurs et des maladies.

A PROPOS DU PCAC



Le pôle de connaissance pour l'agriculture biologique et l'agroécologie (PCAC) fait partie des cinq hubs mis en place dans le cadre du projet Centre de connaissance pour l'agriculture biologique et l'agroécologie en Afrique (CCAB). Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'initiative spéciale « Transformation des systèmes agroalimentaires SI AGER » mise en œuvre par la Coopération allemande (GIZ) et financé par le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ). Ces cinq hubs sont répartis dans les 05 régions d'Afrique, en l'occurrence l'Afrique du Nord, Centrale, Est, Australe et de l'Ouest.

Le PCAC a été le dernier pôle à être mis en œuvre. Il est piloté au niveau du Cameroun par le CIPCRE basée à Bafoussam. Le CIPCRE collabore avec 04 organisations locales pour mettre en œuvre le PCAC, notamment le SAILD, le GADD, le CPF et INADES – Formation. À travers ces organisations, les activités de promotion de l'agriculture biologique et de l'agroécologie sont déployées dans les 10 régions du Cameroun.

Le PCAC a pour ambition de vulgariser le débat autour de l'agriculture biologique et de l'agroécologie au Cameroun. De ce fait, il travaille avec une pluralité d'acteur.ices notamment les organisations et associations paysannes, les médias, les acteur.ices étatiques, pour faire progresser les pratiques, la recherche et les politiques dans le secteur agricole. Le PCAC entend aussi fournir aux multiplicateur.ice.s toute l'information dont ils ou elles ont besoin pour faire progresser l'adoption des pratiques agroécologiques par les paysan.nes au Cameroun. La connaissance diffusée auprès des multiplicateur.ices est développée selon leur besoin et dans un format qui leur convient.

Pour plus d'information sur le PCAC, consultez le site web
<https://pcac-khca.org/>

NOS RECOMMANDATIONS

Proposées par Patrick Kengne

Dans cette rubrique, nous proposons une série de liens utiles pour accéder facilement à la connaissance sur les moyens de productions biologiques.

1 Compostage en tas des résidus pour une agriculture biologique durable

C'est une technique de compostage en tas qui permet aux agriculteurs en zone cotonnière de transformer les résidus agricoles tels que les tiges de maïs, de coton et de sorgho, les fanes de haricot et d'arachide ainsi que les balles de riz pour produire du compost. Le produit fini prêt au bout de 3 mois permet au producteur d'obtenir de bons rendements par l'augmentation de la quantité et de la qualité du compost, de résoudre le problème de l'insuffisance de compost sur les exploitations en culture biologique et d'accroître ses revenus tout en contribuant à la sécurité alimentaire. Cependant, son adoption fait aussi face à des défis tels que la rareté de la biomasse (forte compétition en saison sèche pour les résidus servant à l'alimentation des animaux), le manque d'eau pour les arrosages réguliers et le problème de main d'œuvre pour effectuer les travaux.

<https://kcoa-africa.org/wp-content/uploads/2024/02/FT-compostage-en-tas-BF-Syprobio.pdf>

2 Influence des déchets compostés et de la durée de compostage sur l'activité microbienne des composts

La biodiversité microbienne et l'activité biologique des composts dépendent de la matière première utilisée et du procédé de compostage et du stade de maturité du compost. 03 types de compost ont été expérimentés, à savoir des composts issus d'ordures ménagères grises (OMG), de la fraction fermentescible des ordures ménagères (FOM) et de déchets verts + boue de station d'épuration (DVB). Après 3 mois de compostage, on note une stabilité microbiologique dans les composts à base de la fraction fermentescible des ordures ménagères (FOM) et des déchets verts + boue de station d'épuration (DVB). Cependant, le compost d'ordures ménagères grises (OMG), même après 6 mois de compostage, présente encore des signes d'activité en raison du fait que sa matière organique ne soit pas encore stabilisée. Cette étude montre l'importance de l'incorporation des microorganismes dans le processus de compostage afin de réduire la durée de préparation.

<https://kcoa-africa.org/wp-content/uploads/2024/01/Influence-des-dechets-compostes-et-de-la-duree-de-compostage-sur-lactivite-microbienne-des-composts.pdf>

3 Effet des phospho-compost avec ou sans mycorhizes sur une culture de tomate (*solanum lycopersicum*) conduite selon le mode de l'agriculture biologique

La fertilisation est un élément important en agronomie. La résistance et la croissance des plantes sont directement liées au type de fertilisation apporté. Sur des sols basiques, les phosphates naturels y sont peu solubles et difficilement assimilables par les plantes. Afin d'améliorer leur disponibilité par les plantes, en Tunisie, un procédé de compostage avec des mycorhizes a été étudié. Cette expérimentation a été effectuée sur la culture de tomate avec comme critère d'évaluation la croissance végétative et le rendement de la culture de tomate qui y sont effectués.

<https://kcoa-africa.org/wp-content/uploads/2023/07/4.-EFFET-DES-PHOSPHO-COMPOST-AVEC-OU-SANS-MYCORHIZES-SUR-UNE-CULTURE-DE-TOMATE-SOLANUM-LYCOPERSICUM-L-CONDUITE-SELON-LE-MODE-DE-LAGRICULTURE-BIOLOGIQUE.pdf>

4 Valorisation des matières résiduelles et de la biomasse forestière au Maroc : Compostage et confection de substrats organiques pour la production de plants forestiers

Le compost est obtenu par décomposition de la matière végétale de diverses sources. Les producteurs en zone forestière où les résidus agricoles ne sont pas aussi importants qu'en savane peuvent utiliser les matières résiduelles et la biomasse forestière. Au Maroc, afin d'améliorer et de standardiser la qualité des substrats utilisés dans les pépinières forestières, une étude a été menée sur le compostage de la biomasse forestière constituée de résidus de cônes de *Cedrus atlantica*, et de la biomasse verte : feuilles et branches de *Quercus rotundifolia*, d'*Acacia mollissima* et des branches avec aiguilles de *Pinus halepensis*. Pour en savoir plus sur le procédé et les résultats obtenus, je vous invite à lire cet article.

<https://kcoa-africa.org/wp-content/uploads/2023/07/Valorisation-des-matieres-residuelles-et-de-la-biomasse-forestiere-au-Maroc-Compostage-et-confection-de-substrats-organiques-pour-la-production-de-plants-forestiers.pdf>

5 Compostage et valorisation des déchets oasiens pour l'amélioration des sols et de la productivité

La teneur en matière organique d'un sol est un fort indicateur de sa fertilité. Dans les zones arides, les producteur·ices sont le plus souvent confronté·es à ce défi lié à la fertilité du sol. En plus de la faible teneur en matière organique observée dans ces zones, certaines font face à un problème de salinité de la couche arable, comme c'est le cas dans l'oasis de Chenini qui est une zone aride située dans le sud de la Tunisie. Afin de pallier ces défis, une étude a été menée sur la valorisation des déchets oasiens (notamment les déchets de palmiers) pour la production du compost. Un broyage des déchets de palmiers à une granulométrie de 20 mm suivi d'un trempage pendant 7 jours avant d'être mélangé à de la fumure organique aux proportions 3/4 pour le broyat et 1/4 pour la fumure organique permet d'obtenir un compost bien mûr au bout de 6 mois. Le compost obtenu a été testé sur les cultures de laitue et de carotte et a donné de très bons résultats. Ce procédé pourrait être appliqué dans les zones de cultures de palmier à huile afin de valoriser les déchets. Pour en savoir plus sur cette étude, cliquez sur le lien ci-dessous.

https://kcoa-africa.org/wp-content/uploads/2023/07/1.-Compostage-et-valorisation-des-dechets_oasiens.pdf

6 Production du Compost de 21 jours

Le compost de 21 jours est une alternative au compost ordinaire fait en tas, en fosse ou en bac. Il a la particularité d'être prêt à l'emploi juste 21 jours après sa production, contrairement aux autres où il faut attendre près de 3 mois. Aussi, il est moins pénible à mettre en œuvre, ce qui le rend pratique pour les personnes de tout âge. Très riche en éléments nutritifs et en microorganismes, il s'utilise sur toutes les cultures. Cliquez sur un des liens ci-dessous pour en savoir plus sur cette innovation.

<https://kcoa-africa.org/wp-content/uploads/2023/11/Production-du-compost-de-21-jours.docx>

<https://kcoa-africa.org/wp-content/uploads/2023/11/Compost-de-21-jour-du-29-03-23.mp4>

EVENEMENTS CLES

| Organisations | Activités | Période |
|---------------|--|--|
| INADES | Assemblée générale pour la mise en place du COAN | Septembre |
| CIPCRE | Marché biologique à Bafoussam (en face du Yatch) | Tous les derniers Mercredis de chaque mois |
| SAILD | Marché biologique à Yaoundé (siège de la voix du paysan) | 27 juillet |
| CPF | Marché biologique à Bandjoun | chaque 1er et 3ème samedi de chaque mois |
| GADD | Marché biologique à Dschang (Montée Mbouh Star Palace) | De lundi à vendredi |
| KCOA | Lancement du guide pour la promotion de l'égalité de genre | 07 aout à 10 heures du Cameroun Lien d'enregistrement https://us02web.zoom.us/join/registration?meetingref=tZctc-urpj4tHtTZ02X11RYVgP9tZVNk_igy#/ |

Éditeur en chef : Carole Fopa
 Editeur adjoint : Armand Tagne et Patrick Kengne
 Editeur Junior : Footinno Tsueghap Roel clivert
 Layout & design: Eezy Mongo
 Traduction : Ngwa Shanel

Pour vos contributions pour le prochain numéro d'Août /Septembre/Octobre envoyez-les nous à l'adresse : davefopah@gmail.com avant le 31 septembre.
 Pour toute question relative à la publicité, veuillez contacter davefopah@gmail.com

MOSALI *Voices*

TRANSFORMER LE VISAGE DES SYSTEMES AGROALIMENTAIRES EN AFRIQUE



Éditeur en chef : Carole Fopa
Editeur adjoint : Armand Tagne et Patrick Kengne
Editeur Junior : Footinno Tsueghap Roel clivert
Layout & design: Eezy Mongo
Traduction : Ngwa Shanel

Pour vos contributions pour le prochain numéro d’Août /Septembre/Octobre
envoyez-les nous à l’adresse : davefopah@gmail.com avant le 31 septembre.
Pour toute question relative à la publicité, veuillez contacter davefopah@gmail.com